Réflexions sur notre système de milice

Autor(en): **Stettler, Edwin**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **150 (2005)**

Heft 2

PDF erstellt am: **01.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-346451

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Réflexions sur notre système de milice

En mai 2004, *Pro Militia*, organe de l'Association des anciens de l'armée, publiait une plaquette intitulée «Indispensable système de milice» et souhaitait recevoir des réactions de la part des lecteurs. Le commandant de corps Edwin Stettler, commandant du corps d'armée de campagne 1 entre 1979 et 1986, a fait part de son appréciation du problème et son texte a été publié dans *Pro Militia* du 23 août 2004. Ses propos prolongeant ceux de Marie-Pierre Walliser-Klunge, parus récemment dans la *RMS*, nous avons tenu à les reprendre avec l'autorisation de l'auteur. (Rédaction)

Cdt C Edwin Stettler

La lecture de cette plaquette laisse perplexe. Car, si l'avant-propos déclare: «Ce qui tient particulièrement à cœur de Pro Militia, c'est le caractère de milice de notre armée», la suite se risque à des considérations socio-politiques sur l'esprit de milice en mettant celui-ci à toutes les sauces, quitte à oublier que comparaison n'est pas toujours raison.

Lorsqu'en Suisse nous parlons d'armée de milice, ce n'est que par opposition au concept d'armée de métier et jamais pour désigner une troupe de volontaires. Croire déceler du bénévolat dans l'accomplissement des devoirs du citoyen-soldat, c'est décidément aller loin quand chacun sait que l'obligation de servir est inscrite dans la Constitution et que même l'obligation d'accepter charges et grades peut être imposée par la loi. Par ailleurs, pour un milicien, faire du galon n'est pas que pure abnégation. La plaquette ne souligne-t-elle pas les avantages qu'une carrière dans l'armée peut apporter sur le plan civil?

Au demeurant, notre système des politiciens de milice ne peut être assimilé au service militaire tel que nous le connaissons. Personne n'est obligé à devenir parlementaire ou magistrat. Voir une équivalence entre armée de milice et parlement de milice est une démarche intellectuelle qui veut ignorer le nombre croissant des professionnels de la politique dans les assemblées et conseils du pays. Le texte inclut aussi dans l'esprit de milice le bénévolat qui anime notre population sur le plan caritatif et culturel. Constatons que dans ce domaine comme ailleurs, la charité et le mécénat discrets cèdent toujours plus de terrain à de bruyantes actions médiatiques produites par des professionnels de la publicité et du spectacle qui en vivent.

Les tendances d'une société moderne

Il est donc difficile de suivre une chaîne de raisonnements si contraires à la vision d'une Suisse moderne confrontée à ses problèmes existentiels du moment. Une des tendances de notre société est sa méfiance croissante vis-à-vis du risque. L'attitude générale est de s'en protéger, d'où le développement des assurances de tout genre, la réprobation générale devant l'échec, le manichéisme des médias, la peur du nucléaire et la recherche du risque zéro. Tout est sujet d'inquiétude. Il est vrai que le monde est dangereux. Mais l'intensité de l'inquiétude est telle qu'elle finit par freiner l'initiative, l'esprit d'entreprise et le renouvellement des générations.

Une autre caractéristique de cette société est sa résistance au changement. Les Suisses sont lents à se mouvoir, accrochés aux avantages acquis, attachés à leurs mœurs et à leurs convictions d'un autre âge. Les jeunes, insuffisamment nombreux, pèsent d'un poids trop léger dans une vie nationale marquée par le conservatisme.

Notre société est moins policée qu'autrefois, en même temps que très anti-autoritaire. Il n'est que de constater l'indulgence, voire la sympathie manifestée par l'opinion et une certaine classe politique, précédées par les médias, vis-à-vis de l'indiscipline en tout genre. Il s'en suit une multiplication de la violence qui engendre un be-

soin de sécurité dont la satisfaction, à travers les exigences du maintien de l'ordre, provoque en retour des réactions d'hostilité à la manifestation de l'autorité. Or, notre société récusant de plus en plus la violence, ses préférences vont avant tout aux solutions pacifiques, à la négociation plutôt qu'à la coercition. L'opinion publique est allergique à l'idée même de puissance devenue suspecte. Son aspect militaire est dénié, son aspect économique doit être masqué; seul sans doute son aspect diplomatique ne suscite pas de difficultés.

Le rejet que les Suisses expriment de la force et de la puissance ne les empêche pourtant pas de nourrir sympathie et estime pour leur armée. Mais ces sentiments s'apparentent aujourd'hui à ceux que l'on éprouve pour les manifestations sportives. Ils n'ont rien de profond et varient au gré des succès et des échecs, voire de l'image médiatique. Il est curieux que, dans un pays aussi avide de transparence et de sondages, les jeunes générations n'aient encore jamais été largement consultées sur leur opinion face au devoir militaire. A-t-on peur d'un résultat franchement négatif, compte tenu du fait que nombre de leurs parents, éducateurs et enseignants militent pour l'idéal de la paix perpétuelle? Il serait surprenant que l'armée d'un pays démocratique évoluât différemment de la société dont elle est issue. Quelles que soient leurs motivations, les militaires sont des hommes et des femmes de leur temps et s'ils venaient à trop l'oublier, leurs proches seraient là pour le leur rappeler.

Ces jeunes gens en civil sont venus volontairement à la journée «Portes ouvertes». Feraient-ils volontairement leur école de recrues?

Aujourd'hui, les contraintes de la vie militaire sont moins facilement acceptées. Comme dans la vie civile, l'intérêt de l'individu ou l'épanouissement de la personne sont posés comme une exigence et prennent le pas sur l'intérêt collectif. L'individualisme croît dans l'armée et entre en conflit avec un statut et une discipline dont les rigueurs apparaissent inadaptées à l'exercice des spécialisations militaires contemporaines. Avec la fin des gros bataillons, certains mythes doivent être revisités.

Le professionnalisme

N'en déplaise à d'aucun, l'archétype du soldat n'est plus le légionnaire ou l'officier botté

et ganté. C'est le «pro» au sens civil du terme, exerçant son métier dans la fatigue et le stress, le cas échéant sous les coups directs de l'adversaire. La réputation d'un officier se fait plus sur son adresse technique que sur son expérience au combat ou son courage au feu. Une armée moderne est composée d'une chaîne de métiers dont chaque maille compte. Il faut pouvoir compter sur les techniciens, les logisticiens, les transmetteurs, les médecins, autant que sur le courage des combattants de première ligne. C'est l'engagement qui, dans une même perspective, soude les qualités réclamées à ces «pros».

Désormais, les militaires examinent d'un œil plus critique les moyens d'exercer leur mission. Les systèmes d'arme et la logistique se doivent d'être modernes et robustes. Le Suisse reste sensible aux tribulations des crédits militaires. Il peut même y voir une atteinte à la crédibilité de l'armée. Toutefois, les besoins réels de la défense restent mal compris et en tout premier lieu l'ampleur des crédits nécessaires. A l'époque où l'économie est en récession, le chômage endémique, la sécurité sociale en panne, l'enseignement et la recherche en mal de moyens, il est effectivement difficile à faire admettre par l'opinion publique des dépenses dont l'utilité n'est qu'éventuelle, surtout quand l'éventualité paraît s'affaiblir.

Pour ce qui touche à l'attitude de la société et de l'armée devant les violences de l'homme ou de la nature, il s'agit de savoir si la première accepte l'existence même de l'armée et si les militaires, de leur côté, assument pleinement leur mission. La survie du pays n'est plus la seule justification de l'armée qui doit fournir, sur demande des pouvoirs publics, une palette de prestations d'assistance humanitaire, policière, technique, voire sportive. Elle en devient autant fonctionnelle que professionnelle et perd de ce fait les traits de la «nation en armes». La disparition d'une menace militaire directe, situation historiquement nouvelle pour l'Europe et donc aussi pour la Suisse, contribue à l'effacement de l'image du soldat défenseur du sol de la patrie. Pour le maintien de l'ordre intérieur, le développement des forces de police chez nos voisins, au cours du XXe siècle, a rendu inutile l'emploi de la troupe à cet effet. La mission de l'armée a donc changé et

Ce milicien pourrait être forcé à «grader»... Quoi qu'il en soit, il doit avoir les compétences d'un «pro».

son rôle devient ainsi moins évident aux yeux du public, bien que les engagements pour le maintien ou le rétablissement de la paix, ainsi que la montée de la menace terroriste contrebalancent en partie cette impression de déclin d'utilité militaire.

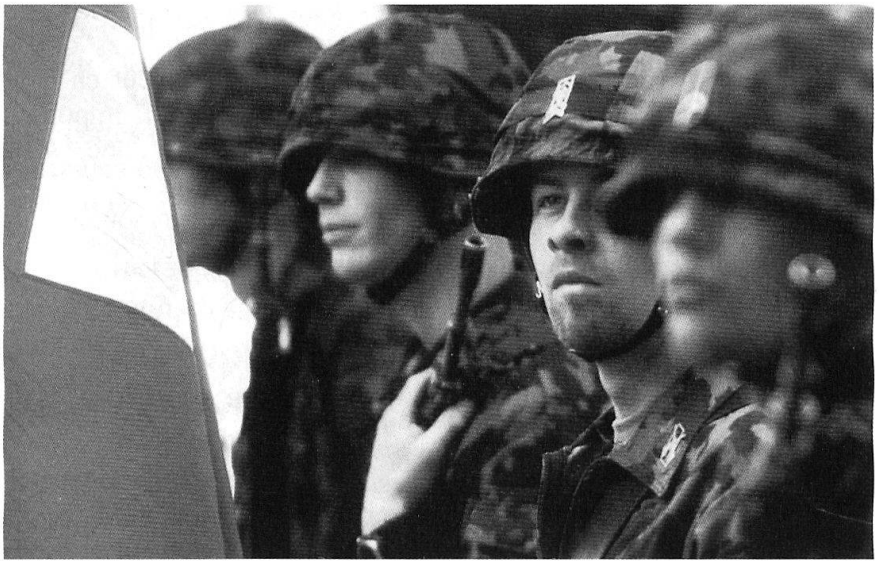
L'armée se modèle, avec plus ou moins de retard, aux réactions de la société. Chez nous, l'évolution s'est traduite par une perte de puissance de choc et de feu imposée par les pouvoirs publics en raison de contraintes démographiques et financières. Mais les missions, essentiellement subsidiaires, qu'ils fixent à la nouvelle armée, génèrent une lourdeur croissante de son fonctionnement par le développement des procédures et d'une grande méfiance à l'égard des hommes. C'est une promotion de la *Règle* à la place de la *Personne* qu'accentue encore, dans Armée XXI, l'organisation d'un haut commandement avec plus d'officiers généraux dans les bureaux qu'à la tête des grandes unités. Le principe de Peter revisité en somme !

Le volume de l'armée suisse à ce jour n'est plus que portion congrue comparé aux effectifs du service actif et de la guerre froide. Elle a donc tendance à n'être considérée que comme une institution ordinaire de l'Etat pour laquelle nos jeunes générations ne marquent dans l'ensemble ni enthousiasme ni opposition, faisant place à une certaine indifférence.

Les temps sont venus de prendre conscience que nous allons partout dans les pays évolués vers la professionnalisation des armées. Eu égard à la nouvelle situation mondiale, ils préfèrent confier l'usage de la force à des militaires de métier plutôt qu'à des conscrits. Bien qu'en Suisse nous soyons encore à nous en défendre, ce mouvement a le mérite de la lucidité. Si d'une part il correspond à un affaiblissement du sens collectif et une aversion envers le risque, il marque aussi, d'autre part et plus positivement, un souci d'efficacité, un réalisme devant la disparition des anciennes menaces et une recherche de la paix.

E. S.

Ces participants au Swiss Raid Commando sont des volontaires, mais pas forcément des militaires de milice.



De nombreux jeunes gens astreints au service verraient d'un bon œil une armée de métier.